

La Lettre CGT du Conseil d'Administration

Nos emplois avant la finance !

Résultats du troisième trimestre 2014.

Ils se situent dans la continuité de ceux du 1^{er} semestre et confirment:

- Une nouvelle progression du nombre de clients (+3,3 millions sur le trimestre),
- Un chiffre d'affaires de 9,8 milliards d'€, certes en baisse, mais avec, ce trimestre, un moindre recul (-2,3% contre -3,8% au 1^{er} trimestre) dû à une reconquête de clients mobiles en France (+220000 contrats), une croissance moyenne de 6% en zone Afrique et moyen Orient.

Les cessions d'actifs réalisées (Orange Dominica, Bull, Wirtualna Polska) en cours, (Orange Ouganda et Orange Kenya), participent également à la baisse du chiffre d'affaires.

Mais la donnée essentielle de ce trimestre est que pour tenir les promesses faites au marché, les coupes sombres dans le budget se poursuivent et s'amplifient :

L'obtention d'un EBITDA à 9,683Mds sur 9 mois ou 3,322Mds sur le trimestre se fait au prix de la réduction des coûts directs et indirects qui compense 70% du recul du chiffre d'affaire et permet le maintien de la marge d'Ebitda à 31,9%.

Sur les 9 premiers mois la réduction des coûts s'élève à 660 millions d'€ (333 M€ de coûts indirects et 328 de couts directs).

C'est le personnel qui paye le plus lourd tribut.

Sur 9 mois il y a eu une destruction de 6222 ETP dans le groupe monde dont 3620 en France et 1791 en Pologne.

On peut donc affirmer qu'à Orange le versement du CICE ne sert en rien au maintien de l'emploi.

Sur le 3^{ème} trimestre la baisse des coûts est de 150 millions d'€, dont 30 millions de coûts directs dont les fermetures massives de boutiques Orange GDT, mobistore (aux 150 déjà réalisées s'ajouteraient 189 supplémentaires sur 2 ans) et 119 millions de coûts indirects.

On voit donc que sur le troisième trimestre c'est la baisse des frais de personnels qui permet de satisfaire les désirs du marché.

Sur l'exercice 2013 Orange aura versé 2MDS € de dividende et s'apprête à verser 546 m€ au 9 décembre.

Cette politique à courte vue est dangereuse car elle met en danger les salariés et pénalise les clients.

En effet cet argent n'ira pas à la consommation mais aux banques et à la spéculation qui aggrave la crise.

Pour la CGT l'avenir de l'entreprise passe par une autre répartition des richesses créées par les salariés qui favorise l'emploi la recherche l'investissement dans un nouveau réseau en fibre optique sur tout le territoire.

Quelques chiffres du troisième trimestre:

En millions d'euros	3 T 2014	3.T 2012 données historiques *	variation
Chiffre d'affaires du Groupe 3ème tri	9805	10162	-3,5%
CA France	4826	4980	-3,1%
Nombre de salariés Groupe (ETP)	152511	158743	-6232 sur 1 an
Charges de personnel en base comparable	1993 20,3% du CA	2058 20,5% du CA	-3,1% -0,2pt
ETP en France	95862	92242	-3620 Sur 1 an
CAPEX	1307 13,3%	1293 12,7%	+1,1%
EBITDA En% du chiffre d'affaires	3245 33,1%	3366 33,1%	-3,6% 0,0%
Nbre de clients En millions au 31/03	232,5	223,932	+5,915



Non au désengagement de l'état

Début octobre, la Banque publique d'investissement (BPI France) s'est délestée de 1,9 % du capital d'Orange (elle conserve 11,6 % du capital). Un coup de poker qui amènera 600 millions d'euros dans les coffres. La CGT a contesté cette opération financière qui fait que l'état vend quand l'action monte (+32% de puis le début de l'année). Avec les parts détenues par l'Agence des participations de l'État, qui détient 13,45 % d'Orange, l'État français détient au total 25,05 % de l'opérateur historique. Ce pourcentage risque encore de se réduire avec une éventuelle augmentation de capital liée à l'achat de Jazztel. L'État ferait mieux de résorber la fracture numérique et d'intervenir auprès d'Orange pour qu'il recrute massivement au vu des 30 000 départs en retraite d'ici 2020.

Pour la CGT la communication n'est pas une marchandise. Ce sont les critères de service public (satisfaction de l'intérêt général, solidarité, égalité, accessibilité à tous les usagers, péréquation tarifaire, aménagement du territoire, continuité) qui doivent dominer. On le voit particulièrement lors des intempéries et dans les zones blanches. Aujourd'hui, l'accès au téléphone (fixe, mobile, internet et télé le tout à haut et très haut débit) est un besoin fondamental au même titre que l'eau, l'énergie, les transports, le logement...

Il faut pour Orange un état stratège qui privilégie l'investissement, la recherche pour des produits socialement utiles et éco compatibles plutôt que la redistribution des dividendes.

Nomination d'une nouvelle administratrice

Mouna Sepehri membre du comité exécutif de Renault, directeur délégué à la présidence du groupe Renault, vient d'être élue au comité d'administration du groupe Orange en remplacement de Muriel Pénicaud (DRH chez Danone) qui a démissionné suite à sa nomination à la tête de la nouvelle agence réunissant l'Agence Française des Investissements Internationaux et Ubifrance. Mouna Sepehri siège également au conseil d'administration du groupe Danone, de M6 métropole Télévision et de Nexans.

Il s'agit certes d'une jeune dirigeante mais qui prend les travers des anciens (cumuls des mandats dans quatre conseils d'administrations, petit monde fermé des premiers dirigeants

d'entreprises qu'on s'échange entre entreprises du CAC 40.

D'autre part son expérience dans le groupe Renault (création de l'alliance Renault Nissan, acquisition de Dacia, fusion entre Renault Nissan et Général Motors etc en font pour la CGT Renault une des premières responsable de la fermeture des 5 sites Renault en France et des 20000 suppressions d'emplois lors de la fusion Renault Nissan auxquels se rajoutent encore 20000 autres suppressions d'emplois lors de l'acquisition du Roumain Dacia. On relèvera également parmi ses nombreuses compétences celles concernant son «EfficiencE Économique des Frais de Fonctionnement » qui attirent la majorité des administrateurs indépendants qui l'ont élue à une large majorité. La CGT ne prend pas part au vote des administrateurs dits «indépendants » (8 sur 15) et combattra toutes les propositions qui privilégient le marché et la finance au détriment du service public et des salariés.

Acquisition de Jazztel

Elle fait parti du grand Monopoly des fusions acquisition dans le secteur en Europe : en quelques mois Vodafone a acheté ONO (Espagne), Telefonica a acheté Eplus en Allemagne et Orange va donc acheter Jazztel pour 3,4 mds d'€. L'ensemble de ces 3 opérations représentant 16 milliards d'euros.

En 20 ans, on est passé de monopoles publics nationaux à un oligopole d'entreprises privées transnationales. En vérité ces concentrations signifient : Économie de coûts + suppressions d'emplois +augmentation des tarifs = bénéfices en hausse et dividendes exorbitants !

Cet achat très onéreux (acheté près de 20 fois l'EBITDA) risque fort d'amener de nouvelles dépréciations d'actifs.

Pour ordre notre développement international nous a déjà coûté plus de 70 milliards d'euros de pertes (soit de quoi rembourser notre dette et déployer 2 fois le FTTH sur tout le territoire national).

Rappelons que pour éponger ces pertes la direction taille toujours dans l'emploi.

A l'opposé de cette logique financière, la CGT propose une autre répartition des richesses créées par le travail. Elle propose de développer une stratégie de coopération dans le respect des intérêts des peuples et des salariés.

Ghislaine COINAUD Administratrice CGT